

M. Dmitri Manuilsky (Ukraine soviétique) a accusé M. Bevin de brandir les armes atomiques devant les Nations Unies. "Le but que vise M. Bevin, a dit M. Manuilsky, est de détourner l'attention de la proposition soviétique tendant à une réduction générale des armements".

LE BLOCUS DE BERLIN AU CONSEIL
DE SECURITE

Les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France (MM. Marshall, Bevin et Schuman) se sont réunis à Paris le 26 septembre et ont décidé de soumettre au Conseil de sécurité l'impasse à laquelle ont abouti l'Union soviétique et les Puissances de l'Ouest au sujet de Berlin. Par des notes identiques, les trois Puissances occidentales ont signifié à l'Union soviétique que le "blocus illégal et coercitif" de Berlin rendait impossible la poursuite des négociations.

Le Gouvernement soviétique, disaient les notes, "a recouru à des mesures de blocus, menacé la population berlinoise de la famine, de l'épidémie et de la ruine économique, toléré des troubles et tenté de renverser le gouvernement municipal dûment élu.

"L'attitude et la conduite du Gouvernement soviétique révèlent nettement le dessein de continuer ce blocus illégal et coercitif ainsi que les actes injustes visant à réduire la position des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, en tant que puissances occupantes de Berlin, à une subordination complète aux autorités soviétiques, ce qui conférerait à celles-ci la direction absolue de la vie économique, politique et sociale de Berlin et reviendrait à incorporer cette ville à la zone soviétique.

"Le Gouvernement soviétique a de la sorte assumé l'entière responsabilité d'une situation qui, dans les circonstances, interdit tout recours aux moyens prescrits par la Charte des Nations Unies et constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales".

Un communiqué conjoint des trois ministres des Affaires étrangères, publié à l'issue de leur réunion, disait d'une note soviétique du 25 septembre qu'elle n'était pas satisfaisante. Le communiqué poursuivait:

"Le Gouvernement soviétique ne donne pas l'assurance, demandée par les notes du 22 septembre 1948 des trois Gouvernements, que les mesures illégales de blocus seront rapportées. D'autre part, il demande que la circulation des marchandises et des voyageurs entre les zones occidentales et Berlin, par l'air comme par le rail, l'eau et la route, soit placée sous l'autorité du commandement soviétique en Allemagne.

"Cette demande du Gouvernement soviétique est réitérée avec insistance dans le communiqué officiel publié à Moscou. Au surplus, en ce qui concerne la monnaie, la note soviétique est évasive et ne répond pas à la position nettement définie par les trois Gouvernements..."